

LA GAUCHE ET L'EUROPE

# Doublement perdante

Raymond Klein

**Malgré la crise financière, les raisonnements libéraux dominent la discussion sur l'avenir de l'Europe. La gauche paye le prix des erreurs d'appréciation - des uns et des autres - lors des débats autour du traité constitutionnel.**

L'austérité budgétaire aggravera-t-elle la crise en Europe ? Certains le pensent : « Un processus de réforme basé uniquement sur le pilier de l'austérité risque de devenir contre-productif, si la demande intérieure s'accorde aux inquiétudes croissantes des consommateurs sur la sécurité de l'emploi et le revenu disponible, érodant les revenus fiscaux nationaux. » Cette citation n'est pas extraite d'un communiqué de presse syndical, mais de l'annonce diffusée par Standard & Poor's pour expliquer la baisse du rating de neuf pays européens. Une critique judicieuse de la variante monétariste du libéralisme, qui est notamment partagée par David Cameron. En effet, le premier ministre britannique mise sur une relance des pays en difficultés par la concurrence et l'ouverture des marchés... Entre les adeptes du désert social et ceux de la loi de la jungle, l'Union européenne est fermement entre les mains des libéraux.

Il y a cinq ans, l'Union européenne était déjà en crise : les « non » français et néerlandais de 2005 avaient porté un coup d'arrêt au processus d'adoption de la Constitution européenne. Après une « pause de réflexion » de plus de un an, les 18 pays ayant déjà ratifié le texte se réunissaient à Madrid le 26 janvier 2007 pour sauver la mise. Le webzine Euractiv citait à l'époque le ministre des affaires étrangères Jean Asselborn, et son homologue espagnol Miguel Ángel Moratinos, tous deux sociaux-démocrates : « Le traité constitutionnel est le meilleur instrument dont nous disposons pour consolider le projet d'intégration européenne. » Ce « meilleur instrument », rejeté par une partie de la gauche parce qu'empreint d'idées néolibérales, allait finalement être adopté fin 2007 sous une forme édulcorée, et sans demander cette fois-ci l'avis des populations.

Aujourd'hui, on discute d'un nouveau traité, censé combattre la crise avec les outils libéraux déjà contestés

à l'époque. Ainsi, de 2005 à 2012, la gauche européenne a été doublement perdante. Du côté des soutiens au traité constitutionnel et des adeptes du « oui » de gauche aux référendums, on se disait qu'il ne fallait pas mettre en danger la construction européenne. Une Europe solide et teintée de libéralisme rassurerait les acteurs économiques et financiers - le « triple A » - ce dont bénéficieraient aussi les populations. Or, si l'Union est aujourd'hui à genoux, c'est précisément parce que l'intégration économique et sociale a échoué et que les institutions communautaires ne pèsent pas lourd face aux intérêts nationaux. Le traité canalise les politiques de crise dans une direction libérale, et les marchés accompagnent cette dérive de coups et de menaces. Ainsi la partie de la gauche alliée à la droite il y a cinq ans pour faire passer le traité, se retrouve devant les débris d'une politique « pragmatique ».

Du côté des opposants au traité de 2005, le bilan n'est pas meilleur. La campagne pour le « non » a battu en brèche l'unanimité en matière de politique européenne, mais elle a échoué à empêcher l'adoption d'un traité dont les insuffisances sont apparentes aujourd'hui. Et aujourd'hui, la gauche radicale a beau affirmer qu'elle se fiche du triple A, ce sont bien les couches sociales qu'elle défend qui vont pâtir des conséquences du downrating. A l'offensive libérale européenne, elle a opposé une résistance, mais n'a pas su - ou pas voulu - élaborer un contre-projet européen, pouvant séduire une partie de la « gauche du oui ».

Ainsi, la gauche radicale continuera à remporter les succès locaux - après le « non » en 2005, le « vote Mélenchon » en 2012 ? Mais sans contre-projet, elle se contentera de commenter les égarements au niveau européen sans pouvoir infléchir ces politiques. S'abstenir sur ce sujet, aujourd'hui comme en 2005, pour éviter de diviser le mouvement, c'est aussi une forme de « pragmatisme » pernicieux.

NEWS

## NEWS

Index-Konfrontation: Chaos im Ring **S. 3**

Logement: Proprios mais plus trop **p. 4**

## REGARDS

Ulrich Brand: Grüner Kapitalismus, nein danke! **S. 6**

Lebensmittel: Zu viel des Guten **S. 9**

Cinéma: Le cas Ketel **p. 12**

Israel: „Die Aufbruchstimmung ist geblieben“ **S. 14**